

Plan financier 2012 - 2016

réactualisation

(29 novembre 2011)



VILLE DE FRIBOURG

Plan financier 2012 - 2016 - réactualisation

1 Introduction

La planification financière est un outil de gestion qui permet aux autorités de présenter une analyse prévisionnelle sur cinq ans. Elle a pour but de donner l'orientation générale sur le développement prévisible de l'ensemble des recettes et des charges de fonctionnement.

Elle indique, à une date donnée et en fonction des informations connues à ce moment précis, l'évolution probable des finances d'une collectivité. Cette démarche permet de prendre les mesures de régulation qui s'imposent. Cette évaluation reste cependant relative dans la mesure où elle est soumise à un nombre important d'éléments impondérables.

Ces éléments encore inconnus ou non maîtrisables peuvent influencer fortement l'évolution de chaque catégorie de charges ou de produits. Parmi ceux-ci, il convient de relever d'une manière non exhaustive :

- La situation économique générale et ses perspectives au niveau international, national et cantonal;
- Les modifications légales au plan fédéral qui peuvent avoir des influences sur la répartition des charges entre cantons et communes;
- Les modifications légales au niveau cantonal;
- Les décisions du Grand Conseil sur la fiscalité ayant pour conséquence une diminution de la croissance des recettes fiscales communales;
- Les décisions politiques du Conseil communal.

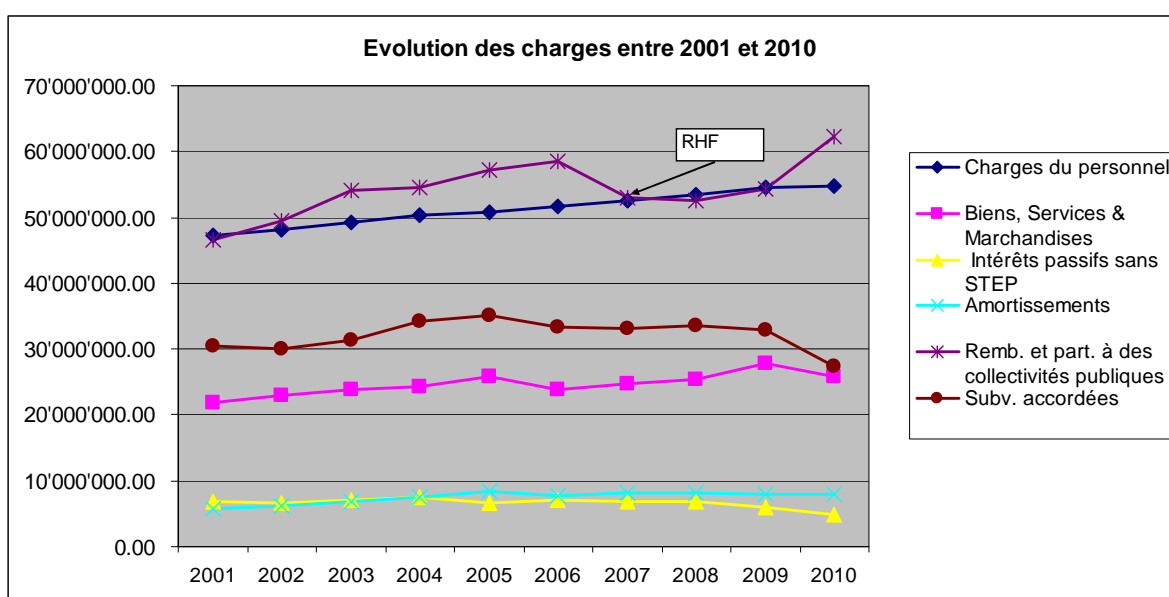
Le Conseil communal propose, en premier lieu, de procéder à l'analyse des comptes des dix dernières années pour permettre de tirer des tendances pour l'avenir. Cette analyse est présentée en mentionnant les principaux événements comptables par rubrique. Dans un deuxième temps, les propositions de taux retenus par rubriques comptables selon les natures de charge sont expliquées et argumentées. Les analyses et les perspectives d'évolution des charges et produits partent du budget 2012 pour s'étaler sur quatre années.

2 Analyse de l'évolution des 10 dernières années

2.1 Evolution des charges

En fonction de la classification comptable par nature, 6 groupes de charges ont été répertoriés et analysés pour les exercices 2001 à 2010. Les charges liées à l'amortissement de la STEP et des canalisations, financées par des taxes spéciales, n'ont pas été prises en compte. Il faut aussi relever que les opérations comptables extraordinaires liées à la vente de la Caisse d'Epargne de la Ville de Fribourg en 2009 ont été enlevées.

Le tableau synoptique ci-dessous présente ces résultats :



Commentaires

Le tableau montre que les charges de la rubrique "**Remboursement et participation à des collectivités publiques**" soit les charges facturées par la Confédération (environ 1 mio), l'Etat (environ 50,7 mio) et d'autres communes et l'agglomération (environ 10,7 mio) subissent des variations importantes au fil des années. En effet, différents changements de lois ont impliqué de fortes évolutions dans les différents comptes regroupés sous cette rubrique soit :

- En 2007, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le Réseau hospitalier fribourgeois (RHF) a entraîné la suppression de la participation des communes aux charges des hôpitaux. De ce fait, cette rubrique a diminué de 8 mio. Afin de compenser les conséquences financières de cette réforme (charges supplémentaires pour le Canton, charges en moins pour les Communes), la Commune de Fribourg s'est vu diminuer son coefficient d'impôt de Fr. 0,85 à Fr. 0.773.

- En 2008, le passage de la RPT (réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons) a modifié de manière fondamentale la répartition des charges entre le Canton et la Commune. Les comptes 2008 ont bénéficié d'un remboursement important de la part de l'OFAS pour les années antérieures pour la rubrique 1030.351.25 « aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées et inadaptées ». Cette diminution de charges était exceptionnelle et ne devrait plus se répéter pour les années à venir.
- En 2009, les montants facturés n'ont plus d'élément exceptionnel pouvant fausser l'analyse.
- Jusqu'en 2010, la répartition des charges entre les communes du canton s'effectuait en fonction de la population légale et de la péréquation financière intercommunale instituant 6 classes différentes. Cette répartition des charges coûtait à la Ville de Fribourg un montant de l'ordre de 6,2 mio.

En outre, la mise en place de l'Agglomération a opéré un transfert de charges entre la rubrique 36 "**Subventions accordées**", qui a diminué de 6 mio et la rubrique sous "revenus" qui a augmenté du même montant.

La rubrique "**Charges du personnel**" reste en augmentation maîtrisée. Il faut rappeler qu'à partir de l'année 2002, 22 postes à plein temps ont été créés pour la communalisation des accueils extrascolaires pour un montant de 1,547 mio. Malgré ces nouveaux postes, la croissance de ces charges est maîtrisée.

La rubrique "**Subventions accordées**", soit les subventions à des sociétés d'économie mixte (Agglo et trafic régional : 7,5 mio), les subventions à des institutions privées (Crèches, Fondation des soins à domicile, Bains de la Motta, etc. : 8,3 mio) et les subventions à des personnes physiques (aides sociales : 17,2 mio) évolue par paliers et en fonction de la situation économique pour l'aide sociale. Depuis 2006, il a été constaté une diminution de ces charges qui s'est confirmée jusqu'en 2010 (aides sociales : 14,6 mio). Comme mentionné ci-dessus, cette rubrique a diminué de 6 mio qui ont été transférés à la rubrique "**Remboursement et participation à des collectivités publiques**", suite à l'entrée en vigueur de l'agglomération.

La rubrique "**Biens services et marchandises**" a augmenté de manière limitée jusqu'en 2005 pour diminuer en 2006, puis augmenter de manière modérée en 2007 et 2008, ceci malgré la forte augmentation des coûts énergétiques. En 2009, la forte augmentation est due à l'intégration d'une provision de 1 mio pour un risque juridique.

La rubrique "**Intérêts passifs sans Step**" est restée très stable tout au long de la période grâce à une diminution du taux d'intérêt moyen des emprunts de la Commune passant de 4.58% en 1998 à 2.26% en 2010. La dette est passée de 194,8 mio en 1997 à 217,3 mio en 2006 pour redescendre à 169.3 mio en 2010.

La rubrique "**Amortissements**" qui intègre les amortissements liés à Châtillon évolue en fonction des investissements votés et de la durée d'amortissement prévue.

Moyennes des augmentations de charges

| | Moyenne sur 10 ans % | Moyenne sans extrêmes % | Moyenne sur 5 ans % |
|---|----------------------|-------------------------|---------------------|
| Charges du personnel | 0.72 | 1.81 | 1.53 |
| Biens, Services et Marchandises | 2.15 | 2.43 | 0.12 |
| Intérêts passifs sans STEP | -2.65 | -1.72 | -5.60 |
| Amortissements sans STEP | 4.43 | 5.18 | -0.81 |
| Remboursements et part. à des collectivités publiques (avec diminution RHF et augmentation Agglo) | 3.58 | 3.81 | 2.06 |
| Remboursements et part. à des collectivités publiques (sans diminution RHF et augmentation Agglo) | 3.77 | 3.02 | 2.43 |
| Subventions accordées (avec diminution Agglo) | -0.82 | -0.09 | -4.71 |
| Subventions accordées (sans diminution Agglo) | 1.01 | 0.74 | -1.06 |

Ce tableau établi sur les données comptables des années 2001 à 2010 permet de constater l'augmentation des charges en fonction de la classification par nature. Pour chacune des charges, trois taux ont été retenus, soit l'augmentation sur les 10 dernières années, l'augmentation sur 8 années sans tenir compte de la plus forte hausse et de la plus forte baisse et l'augmentation sur les 5 dernières années.

Pour les rubriques "remboursement et participation à des collectivités publiques" et "subventions accordées", 2 statistiques différentes ont été établies. Pour la rubrique "remboursement et participation à des collectivités publiques" une première statistique a été établie, selon les chiffres 2007 intégrant la diminution des charges liées à la reprise du RHF puis pour 2010 tenant compte de l'augmentation des charges liées à l'Agglo. Ensuite, pour cette même rubrique, une deuxième statistique a été établie permettant de supprimer les effets des changements législatifs précités et ainsi de rendre les chiffres comparables.

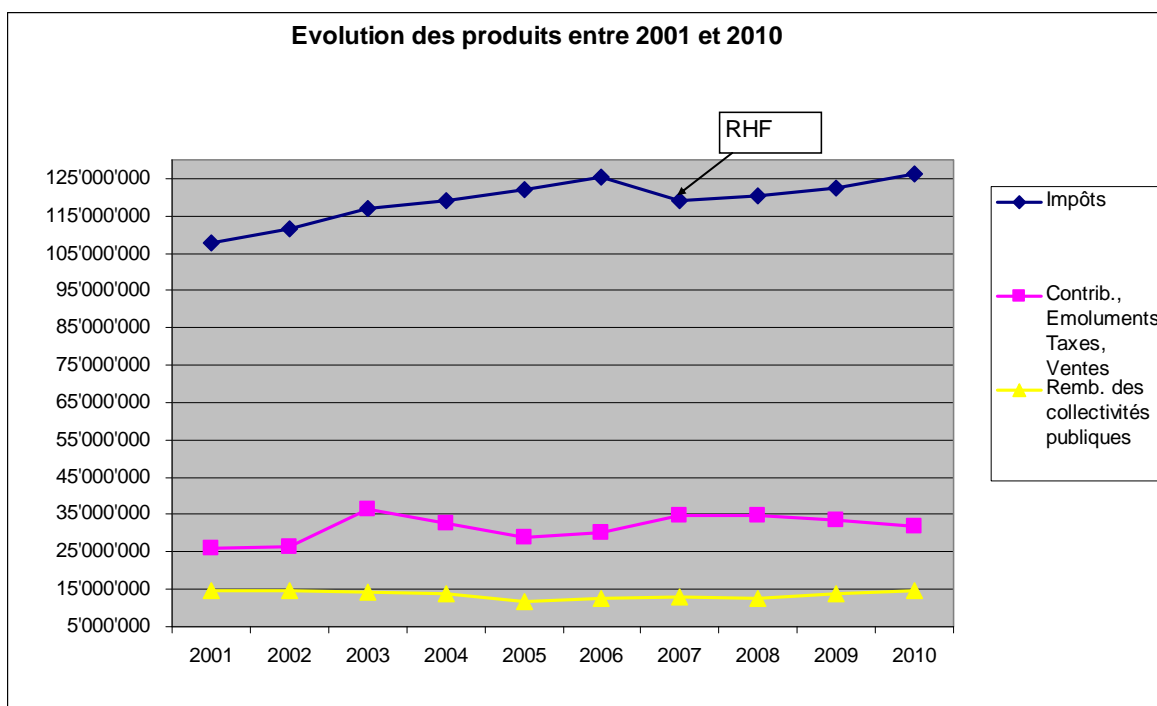
Pour la rubrique "subventions accordées", le mécanisme contraire à la rubrique précédente a été adopté, en fonction d'une nouvelle ventilation des charges liées à l'Agglo et pour garantir la continuité des statistiques.

2.2 Evolution des produits

Les produits sont répertoriés en fonction de la classification comptable par nature. Les produits liés aux taxes supplémentaires de la STEP et aux taxes de raccordement aux égouts n'ont pas été pris en compte.

Les 3 principales recettes considérées sont : les impôts, les contributions et les émoluments, taxes et ventes et les remboursements des collectivités publiques.

L'évolution de ces 3 recettes est la suivante :



Commentaires

Les recettes de la rubrique "**Impôts**" ont augmenté de manière continue depuis 2000 mais cette croissance a été freinée suite à des décisions votées par le Grand Conseil ces dernières années :

- Diminution d'impôts due à la révision de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD) décidée par le Grand Conseil le 11 septembre 2003 pour l'année fiscale 2004 (splitting et déductions pour enfants) : coût pour l'Etat estimé à 17 mio, soit environ 2,5 mio pour la Ville de Fribourg;
- Diminution du barème fiscal pour l'année 2005 : coût estimé pour l'Etat environ 5 mio, soit environ 0,65 mio pour la Ville de Fribourg;
- Diminution fiscale acceptée par le Grand Conseil le 22 juin 2005 pour les familles à bas revenus : coût pour l'Etat estimé à 5,5 mio, soit environ 0,75 mio pour la Ville de

Fribourg; Dans le cadre de la taxation 2005 (effectuée dans le courant 2007), il a été constaté une diminution des recettes fiscales des impôts sur le revenu des personnes physiques de plus 2,8 mio par rapport à la taxation 2004.

- Diminution du barème fiscal pour l'année 2006 : coût estimé pour l'Etat, environ 10 mio, soit environ 1,5 mio pour la Ville de Fribourg.
- Diminution des recettes fiscales décidées par le Grand Conseil du 5 septembre 2008 modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs dont l'incidence financière s'élève à quelque 25 mio de francs pour l'Etat, soit environ 2,5 mio pour la Ville de Fribourg.
- Pour 2009, les diminutions du barème fiscal ont été effectuées pour tenir compte de la progression à froid, de l'amélioration des déductions sociales ainsi que de la mise en application de la diminution des dividendes. L'incidence financière pour le Canton s'élève à 25 mio et à 2,1 mio pour la Ville de Fribourg.
- Pour 2010, les diminutions concernent l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt des personnes morales et l'impôt sur les prestations en capital. Globalement, l'incidence financière pour le Canton est de 15,6 mio et de 2,5 mio pour la Ville de Fribourg.

Au total, ces diminutions ont contribué à réduire la progression des revenus des recettes fiscales communales d'environ 14 mio, par année.

Pour rappel, la nouvelle loi sur le réseau hospitalier fribourgeois (RHF) prévoit une diminution du taux d'imposition des communes pour compenser l'augmentation du coefficient de l'impôt cantonal. De ce fait, les impôts 2007 ont été amputés d'un montant global de 8 mio représentant la participation de la Ville de Fribourg à l'Hôpital cantonal.

Les nouvelles baisses adoptées par le Grand Conseil avec effet au 1^{er} janvier 2011 auront une incidence supplémentaire de l'ordre de 4.6 mio pour la Ville de Fribourg.

En outre la suppression de l'impôt spécial des immeubles entraîne une perte sèche de 1,1 mio pour la Ville de Fribourg dès le 1^{er} janvier 2012. Pour cette année 2011, il reste le reliquat des années 2009 et 2010 qui a été facturé pour environ Fr. 630'000.--.

La rubrique "**Contributions, émoluments, taxes et ventes**" regroupe par exemple les taxes de déchets, les amendes d'ordre, les taxes de la décharge de Châtillon, ainsi que les récupérations d'aides sociales auprès des assurances. Elle est en stagnation depuis 2004, après une très forte hausse en 2003 liée à l'encaissement exceptionnel de taxes de la décharge de Châtillon. En 2007 et 2008, ces taxes de Châtillon ont plus que doublé par rapport à 2006 et se sont arrêtées à 4.9 mio. Ce sont elles, qui expliquent l'augmentation de cette rubrique par nature pour 2007 par rapport à 2006. Les restrictions mises en place par la Confédération dans le cadre des assurances sociales (SUVA/AI) ont une répercussion directe sur les récupérations d'avance d'aide sociale. Le montant récupéré est passé de 6 mio en 2005 à 4,5 mio en 2006 et pour tomber à 3 mio en 2009 et 2,2 mio en 2010.

Les recettes de la rubrique "**Remboursements des collectivités publiques**" regroupent principalement les remboursements de l'Etat pour l'aide sociale soit environ 4.2 mio, la participation des communes de la Sarine au pot commun de district pour environ 0.5 mio et la participation des communes aux 3 Cycles d'orientation pour environ 4.9 mio. La

courbe montre une diminution de plus de 3,7 mio des participations des autres communes et de l'Etat entre les années 2000 et 2005, ceci malgré une augmentation des charges durant cette même période. Heureusement, en 2006 cette rubrique a enregistré une hausse de plus 1 mio par rapport à 2005. Il faut rappeler que l'Etat, dès 2006, a à nouveau participé aux frais d'assurance-maladie accordés aux personnes à l'aide sociale. Quant aux frais d'assurance-maladie concernant les personnes ne touchant pas d'aide sociale, ils sont aussi pris en partie en charge, dès 2007, par le Canton.

Moyennes des augmentations des produits

| | Moyenne sur 10 ans % | Moyenne sans extrêmes % | Moyenne sur 5 ans % |
|--|-------------------------------------|--|------------------------------------|
| Impôts (taux 0.773 dès 2007) | 2.00 | 2.50 | 0.75 |
| Impôts sans changement taux | 2.60 | 2.59 | 1.95 |
| Revenus des biens | 3.37 | 3.60 | 1.17 |
| Contributions, émoluments, taxes, ventes | 2.70 | -0.82 | 2.19 |
| Remboursements et participations à des collectivités publiques | -0.26 | 2.15 | 4.93 |

Ce tableau établi sur les données comptables des années 2001 à 2010 permet de constater l'augmentation des produits en fonction de la classification par nature. Pour chacun des produits répertoriés, trois taux ont été retenus, soit l'augmentation sur les 10 dernières années de 2001 à 2010, l'augmentation sur 8 ans sans tenir compte de la plus forte hausse et de la plus forte baisse et l'augmentation sur les 5 dernières années de 2006 à 2010. Pour permettre une meilleure comparaison, le Conseil communal propose une statistique des impôts avec la diminution du taux d'imposition de Fr. 0.85 à Fr. 0.773 dès 2007 et une autre où les chiffres de 2007 à 2010 ont été adaptés au même taux d'imposition que les années antérieures.

3 Critères retenus par le Conseil communal pour l'établissement du plan financier 2012-2016

3.1 Analyses économiques

Le Conseil communal reprend ci-dessous les tendances conjoncturelles de l'automne 2011, document émis par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Ce document permet au Conseil communal de mettre en place une stratégie de planification dans une vision globale :

La Suisse également touchée par un net ralentissement de la croissance – la nervosité accrue des marchés financiers accroît à nouveau les risques.

Tendances conjoncturelles et prévisions du Groupe d'experts de la Confédération – automne 2011.

Les perspectives conjoncturelles pour la Suisse se sont dégradées ces derniers mois. Le ralentissement de la conjoncture mondiale et la force du franc (même après l'introduction d'un cours plancher face à l'euro par la BNS) vont peser sur la croissance en Suisse. Les conséquences négatives sur les exportations et les investissements des entreprises devraient freiner fortement, mais temporairement, la croissance du PIB durant les prochains trimestres. Le Groupe d'experts de la Confédération prévoit pour l'année 2012 une augmentation du PIB de 0,9 % (contre 1,9 % pour 2011). Cette baisse de la conjoncture devrait avoir pour conséquence une hausse du chômage l'année prochaine, ce qui n'était plus arrivé depuis 2009. Le risque d'une évolution plus négative de la conjoncture, avec des tendances récessives plus marquées en Suisse, n'est pas à négliger. Ce risque serait encore plus élevé si les marchés financiers devaient se contracter davantage, dans le cas d'une aggravation supplémentaire de la crise de la dette souveraine en Europe.

Prévisions conjoncturelles pour la Suisse

En Suisse, la croissance économique est restée relativement robuste au premier semestre 2011, malgré les premiers signes de ralentissement. Cependant, les symptômes d'un fort fléchissement au second semestre se sont précisés. La détérioration marquée des indicateurs de tendance pendant les mois d'été est un signal clair avertissant que le développement économique devrait déjà avoir marqué le pas au 3e trimestre.

La situation est difficile surtout pour le secteur des exportations et celui du tourisme. Jusqu'à présent, les exportations de marchandises ont certes connu une croissance positive, mais des baisses régulières de prix des biens exportés ont été enregistrées. Apparemment, l'appréciation du cours de change du franc suisse a eu surtout jusqu'à présent pour conséquences négatives de diminuer les marges des entreprises, alors que les volumes des exportations se sont maintenus à des niveaux relativement élevés, compte tenu de la situation. Le recul conjoncturel sur les marchés internationaux d'écoulement, qui s'est précisé récemment, représente désormais une charge supplémentaire pour l'économie suisse.

Les tensions résultant de l'appréciation massive du cours de change se sont quelque peu relâchées du fait de l'introduction d'un cours plancher de 1,20 franc suisse par rapport à l'euro. L'envolée du franc sur le marché des devises a ainsi été stoppée. Cette évolution pourrait donner un signal positif aux entreprises et avoir un effet bénéfique sur la planification des investissements à moyen et long terme (décisions relatives aux sites

d'implantation). Toutefois, le cours actuel du franc suisse est encore très haut par rapport à toutes les monnaies importantes, à quelques exceptions près. Pour ses prévisions, le Groupe d'experts part du principe (hypothèse technique) que le cours de change ne variera pas (c'est-à-dire que le cours de l'euro restera à son niveau actuel approximatif de 1,20 franc jusqu'à la fin de l'année 2012).

L'association défavorable du fléchissement de l'économie mondiale et de la cherté du franc suisse devrait freiner fortement, mais temporairement, la croissance économique dans notre pays. Un recul de l'activité économique au cours de certains trimestres n'est pas à exclure. Le Groupe d'experts considère toutefois qu'il est plutôt improbable que la Suisse entre dans une phase de récession marquée (fort recul du PIB sur plusieurs trimestres consécutifs) tant que l'environnement économique ne se dégrade pas excessivement. Dans l'ensemble, le Groupe d'expert s'attend ainsi à un fort ralentissement conjoncturel en Suisse pour les prochains trimestres, suivi d'une reprise progressive au cours de l'année 2012. En moyenne annuelle pour l'année 2011, le **PIB** devrait augmenter de 1,9 % (les prévisions tablaient jusqu'ici sur 2,1 % de croissance) en raison d'un bon premier semestre. Par contre, les prévisions de croissance pour 2012 (jusqu'à présent estimées à 1,5 %) ont été nettement revues à la baisse, à 0,9 %.

De fortes tendances au ralentissement sont à prévoir pour les exportations et les investissements d'équipement des entreprises, ceux-ci étant entravés par les mauvaises perspectives d'écoulement et de gain. En revanche, les activités économiques axées sur le marché intérieur devraient continuer à soutenir la conjoncture suisse et contribuer à atténuer le fléchissement. Les perspectives restent engageantes surtout pour les investissements dans la construction, grâce notamment à la faiblesse des taux d'intérêt et à l'augmentation de la population. On considère néanmoins que le pic de croissance pourrait être d'ores et déjà dépassé dans le secteur de la construction. La consommation des ménages privés devrait également livrer de légères impulsions positives à la conjoncture, même si sa croissance a déjà ralenti au cours des derniers trimestres. La morosité du climat de consommation et l'augmentation du tourisme d'achat en raison de l'appréciation massive du franc suisse représentent deux facteurs explicatifs de l'évolution plus faible de la consommation des ménages durant les derniers trimestres.

Sur le **marché du travail**, les premiers signes annonçant la fin de l'évolution positive se dessinent. En août 2011, la baisse du chômage en données corrigées des variations saisonnières s'est presque tarie (avec un taux de chômage inchangé à 3 %). Plusieurs indicateurs avancés du marché du travail prévoient un ralentissement de l'embauche dans un futur proche, sans toutefois dénoter une dégradation imminente. Au cours de l'année à venir, la situation sur le marché du travail devrait toutefois légèrement se détériorer. La période de faible conjoncture qui est prévue devrait avoir pour conséquence une augmentation du chômage en 2012, pour la première fois depuis 2009. Le Groupe d'experts table sur un taux de chômage de 3,1% en moyenne annuelle en 2011 et de 3,4% en 2012.

Dans le scénario conjoncturel envisagé, le risque d'inflation reste extrêmement faible en 2012, en dépit d'une politique monétaire expansive dans beaucoup de pays de l'OCDE.

Aucune pression inflationniste ne semble émaner des marchés des biens et du travail. Quant aux impulsions inflationnistes provenant des prix du pétrole, elles devraient elles aussi rester très limitées compte tenu du repli de la conjoncture mondiale. Le Groupe d'experts prévoit donc des **taux d'inflation** très faibles pour 2011 (0,4 %) et 2012 (0,3 %).

Risques conjoncturels

Le risque le plus élevé, et le plus grave, pour l'économie mondiale et la Suisse est lié aux tensions permanentes liées à la crise de la dette souveraine en Europe et à la nervosité qui en découle sur les marchés financiers internationaux. Les turbulences persistantes sur les marchés financiers pourraient avoir des effets négatifs conséquents sur l'économie réelle. Une baisse encore plus accentuée des cours des actions impliquerait des effets de richesse négatifs importants, des conditions de crédit plus restrictives pourraient découler des tensions supplémentaires dans le secteur bancaire, des reports de décision d'investissements dans l'économie dus au manque de confiance et de visibilité pourraient venir freiner davantage la croissance. L'exemple qui vient à l'esprit est évidemment celui de l'automne 2008, lorsqu'une crise de confiance aiguë sur les marchés financiers avait engendré une spirale baissière conjoncturelle à l'échelle mondiale très violente avec un effondrement du commerce international sans précédent. Suite à ces événements, les banques centrales s'étaient alors fortement attachées à combattre résolument une nouvelle crise des marchés financiers d'une telle envergure (p. ex. en mettant à disposition des liquidités supplémentaires et en réagissant très rapidement). Eu égard à la crise de la dette publique dans la zone euro, on peut penser que la politique économique européenne va tout mettre en oeuvre afin de limiter au maximum les risques qui pourraient compromettre la stabilité financière (p. ex. le défaut de paiement incontrôlé de certains Etats).

Les risques de repli conjoncturel demeurent toutefois élevés et les tensions sur les marchés financiers ne font que les aggraver. Toutefois les craintes actuelles liées à la conjoncture pourraient aussi se révéler excessives. Plusieurs événements de nature temporaire ont pu peser durant les derniers mois sur la conjoncture. On pense en particulier aux problèmes de ralentissement dans la chaîne de production et de distribution au niveau mondial, survenus suite à la catastrophe naturelle et à l'accident nucléaire au Japon. Par ailleurs, la politique monétaire très expansive des pays industrialisés, la bonne situation financière de nombreuses entreprises (en dehors du secteur financier) et la solide position des pays émergents représentent des facteurs de soutien à la conjoncture mondiale (ou du moins des facteurs qui devraient empêcher un recul plus marqué). Enfin, des attentes plus positives pourraient s'accompagner de pressions moins fortes sur le cours de change du franc suisse, du fait du besoins moins marqués pour des valeurs refuges.

3.1.1 Application concrète de ces analyses dans une vision de planification

Par rapport à la prévision économique de 2010 pour l'année 2011, tous les indicateurs économiques suisses ont été supérieurs. En effet, en septembre 2010, le même groupe d'experts du Seco s'attendait à une croissance de 1,2 % alors qu'au mois de septembre 2011, il s'attend à une croissance de 1.9 % pour cette même année 2011. Pour le chômage, il tablait sur un taux de 3.7 % en septembre 2010 alors qu'aujourd'hui il pronostique un taux de 3,1 % en moyenne annuelle.

Par contre, comme relevé par les analystes, une grande incertitude demeure quant à une amélioration durable de l'économie.

C'est pourquoi, dans la planification quinquennale, plus spécialement dans le budget 2012, il a été tenu compte, dans une large mesure, des perspectives relativement stables quant au marché de l'emploi et à leurs répercussions à terme sur les demandes d'aides sociales. Dans les perspectives d'impôts, il a été tenu compte d'une croissance meilleure

des recettes fiscales que prévu. Pour les années suivantes, le Conseil communal table sur une croissance positive n'intégrant pas de nouvelles diminutions fiscales.

3.2 Critères des charges

3.2.1 Critères retenus

| | | Croissance retenue pour 2012 et suivantes % |
|----|---|---|
| 30 | Charges du personnel | 1.5 |
| 31 | Biens, Services et Marchandises | 1.4 |
| 32 | Intérêts passifs sans STEP | effective |
| 33 | Amortissements totaux | Effectif selon les investissements retenus |
| 35 | Remboursements et participations à des collectivités publiques | % moyen des informations du Service des communes |
| 36 | Subventions accordées | 0.5 |

(voir point 2.1 p. 2)

Charges du personnel : rubrique 30

Depuis plusieurs années, le Conseil communal a fixé comme objectif une augmentation maximale de 1,5% par année de la masse salariale. La moyenne des 5 dernières années a intégré une augmentation un peu plus importante en 2006 à cause du relèvement du taux de cotisation à la caisse de prévoyance de 1,25%. Sans cette adaptation, la moyenne retenue par le Conseil communal est tout à fait adaptée.

Biens services et marchandises : rubrique 31

La moyenne sur 5 ans tient compte de l'explosion des coûts énergétiques enregistrée en 2007 et 2008, ainsi que des coûts liés **aux études** pour la remise en état de la décharge de la Pila et de la remise en état de la décharge de Châtillon.

Intérêts passifs : rubrique 32

Le tableau qui récapitule les charges et les produits futurs tient compte du besoin de trésorerie en fonction de la marge d'autofinancement et des investissements prévus selon le schéma suivant :

- + Amortissements totaux prévus
- le déficit ou + le bénéfice prévu
- Marge d'autofinancement
- investissements prévus
- Besoin en capitaux
- Nouveaux intérêts calculés à 2,0 % sur les besoins de capitaux et reportés sur l'année suivante.

Amortissements : rubrique 33

Pour permettre une vue d'ensemble, il faut répertorier tous les amortissements qui doivent être effectués ces prochaines années. La salle Equilibre est amortie à partir de 2012 pour un montant de Fr. 435'000,-- par année.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Amortissements sans Step et sans Châtillon | 6'608'172.00 | 6'255'772.00 | 5'845'952.00 | 5'443'772.00 | 4'782'702.00 |
| Montant amortissement à disposition | 591'828.00 | 944'228.00 | 1'354'048.00 | 1'756'228.00 | 2'417'298.00 |
| limite | 7'200'000.00 | 7'200'000.00 | 7'200'000.00 | 7'200'000.00 | 7'200'000.00 |

Ce tableau intègre tous les amortissements des investissements votés par le Conseil général jusqu'au 31 mai 2011, y compris la salle Equilibre, le site sportif de St-Léonard, le Werkhof et le rachat des abattoirs.

Le plan d'investissement remis en annexe permet de voir l'ordre de priorité décidé par le Conseil communal afin de maintenir en moyenne et jusqu'à 2013 des amortissements à hauteur de 7,2 mio (sans la Step, Châtillon). Ce système a d'ailleurs été approuvé par le Service des communes et a démontré son efficacité.

Remboursements et participations à des collectivités publiques : rubrique 35

Il faut rappeler qu'en 2010 par rapport à 2009, la mise en place de l'agglomération a généré un transfert de charge de 6,5 mio de la rubrique 36 "subventions accordées" à la rubrique 35 "remboursements et participation à des collectivités publiques".

La mise en place de la nouvelle péréquation intercommunale a pour sa part entraîné en 2011 par rapport à 2010 un transfert de charge de la rubrique 35 "remboursements et participation à des collectivités publiques" à la rubrique 36 "subventions accordées" selon le tableau ci-dessous. Ce tableau ne tient pas compte du revenu de la rubrique 46 "péréquation des besoins", montant reçu par la Ville de 2.1 mio.

| | | 2010 | 2011 |
|--------------------------|---|-------------------|-------------------|
| N° rubrique | Intitulé | Montant | Montant |
| 301.351.01 | Aide aux institutions spécialisées pour enfants inadaptés | 5'767'094 | 4'883'922 |
| 320.351.00 | Personnel enseignant primaire (sans classe à charge) | 16'001'966 | 14'318'557 |
| 330.351.00 | Personnel enseignant enfantine (sans classe à charge) | 2'430'049 | 2'905'435 |
| 1030.351.11 | Particip. alloc. familiales non-actifs (loi 15.09.98) | 145'433 | 86'895 |
| 1030.351.20 | Soins dans maisons personnes âgées (loi du 21.02.1980) | 5'098'744 | 4'792'253 |
| 1030.351.21 | Pensions alimentaires (loi du 20.11.1980) | 292'321 | 198'230 |
| 1030.351.25 | Aide institutions spécialisées pour personnes inadaptées | 9'825'415 | 8'247'971 |
| 1030.351.26 | Aide victimes d'infractions (loi du 8.10.1992) | 32'015 | 26'041 |
| rubrique 351 | Total | 39'593'037 | 35'459'304 |
| 259.362.00 | Péréquation des ressources : participation de la Ville | | 5'091'900 |
| Rubrique 35 et 36 | Total | | 40'551'204 |

De ce fait, dès 2011, le budget est modifié par une diminution des charges dans la rubrique 35 de Fr. 4'133'733,-- (Fr. 39'593'037,-- ./ Fr. 35'459'304,--) et une augmentation des charges de la rubrique 36 de Fr. 5'091'900,--.

Le Service des communes a établi, dans le courant du mois d'octobre 2011, un document permettant aux communes d'établir leur planification financière pour les années 2012 à 2016. Pour permettre de tenir compte du volume de chaque dépense, le Service des finances a appliqué les taux de croissance proposé par l'Etat, selon le tableau ci-après :

| | <i>Variation annuelle en %</i> | | | |
|--|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Ordre public | | | | |
| Instruction, renouvellement de l'équipement et entretien des véhicules | 2.20 | 2.00 | 2.00 | 2.00 |
| Equipement et exploitation des centres de catastrophe | -100.00 | 100.00 | -100.00 | 100.00 |
| Enseignement et formation | | | | |
| Enseignement préscolaire | 7.50 | 7.00 | 5.00 | 5.00 |
| Enseignement primaire | 3.30 | 3.00 | 3.00 | 3.00 |
| Cycle d'orientation | 3.80 | 3.00 | 3.00 | 3.00 |
| Ecole spécialisées | 3.00 | 3.00 | 3.00 | 3.00 |
| Culture et loisirs | | | | |
| Conservatoire | 4.50 | 4.00 | 4.00 | 4.00 |
| Santé | | | | |
| Soins spéciaux dans les établissements pour personnes âgées | 7.10 | 8.00 | 8.00 | 8.00 |
| Institutions s'occupant de lutte contre la toxicomanie | 2.00 | 2.00 | 2.00 | 2.00 |
| Service dentaire scolaire | 1.20 | 1.50 | 1.50 | 1.50 |
| Affaires sociales | | | | |
| Institutions spécialisées | 4.00 | 3.00 | 3.00 | 3.00 |
| Aide sociale | 3.00 | 4.00 | 4.00 | 4.00 |
| Fonds cantonal de l'emploi (LEAC) | -5.60 | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| Transports et communications | | | | |
| Trafic régional | 6.10 | 6.00 | 6.00 | 6.00 |
| Finances et impôts | | | | |
| Frais de perception des impôts sur les véhicules | 1.00 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| Péréquation financière des ressources (contrib.) | 2.00 | 3.00 | 3.00 | 3.00 |

De ce fait, le taux de croissance retenu par le Conseil communal est de 4 % pour l'année 2013 et de 3,75 % pour les années 2014-2016. Ces pourcentages sont dictés par la moyenne des pourcentages donnés par le Service des communes.

L'application de la RPT (répartition des tâches entre la Confédération et les cantons), a été intégrée dans le cadre du budget 2008 et a modifié de manière importante les charges pour les communes. En effet, les charges AVS-AI, les prestations complémentaires AVS-AI et le financement de la réduction des primes d'assurances maladie ne sont plus facturés aux communes. Par contre, elles doivent assumer le 100% des charges pour l'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées ainsi qu'une plus grande part au financement des transports régionaux.

La loi scolaire actuelle met à charge des communes 65 % des frais d'enseignement que celles-ci n'aient ou n'aient pas de 2^{ème} année d'école enfantine. Donc, dès 2009, la Commune de Fribourg participe déjà aux frais de toutes les 2^{ème} années d'école enfantine ouvertes dans le Canton, sans qu'elle n'ait encore pu mettre en place les siennes. Dans ce cadre, on rappelle que le Canton versera aux communes un montant de 60 mio réparti sur

6 ans. Le Conseil communal a décidé d'affecter ce montant de l'ordre de 7,8 mio à l'amortissement des nouvelles infrastructures pour ces nouvelles salles de classes.

Subventions accordées : rubrique 36

En 2010 par rapport à 2009, selon l'explication ci-dessus sur l'agglomération, cette rubrique a diminué de 6,8 mio à cause des transferts de compte. Pour 2011, cette rubrique a augmenté de 5,1 mio, selon l'explication sur la nouvelle péréquation intercommunale.

Malgré la diminution en Suisse du taux de chômage et la diminution des aides sociales accordées en 2009, par rapport à 2008, de 7 %, le Conseil communal maintient un taux de croissance moyen de ses charges à 0.5 % pour 2013 et les années suivantes, ce qui est encore largement supérieur à la moyenne sur 5 ans.

3.3 Critères des revenus

| | Croissance retenue en % selon Etat | Croissance retenue en % selon Conseil communal | Croissance retenue en % selon proposition Commission financière |
|--|---|---|--|
| Impôts | 3.80 / 3.00 | 2.75 | 2.00 |
| Revenus des biens | 2.00 | 2.00 | 2.00 |
| Contributions, émoluments, taxes, ventes | 3.00 | 3.00 | 3.00 |
| Remboursements et participations à des collectivités publiques | 0.5 | 0.5 | 0.5 |

Revenus

Le Service des communes, sur la base des prévisions de croissance transmis par le service des contributions de l'Etat de Fribourg, a aussi établi un tableau pour les recettes fiscales. C'est pourquoi le Conseil communal reprend les données transmises par le Canton qui prévoit les augmentations suivantes pour la fiscalité :

| | Variation annuelle en % | | | |
|----------------------------------|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Impôts directs | 3.8 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| Part à l'impôt sur les véhicules | 1.1 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |

Le Conseil communal a retenu une augmentation prudente de 2.75 % pour 2013 et suivants tenant compte de l'augmentation moyenne de 1.95 % constatée sur les 5 dernières années, ainsi que des informations du Service des communes. Ces taux d'augmentation des revenus sont prudents et tiennent compte de la diminution des recettes fiscales des impôts sur les personnes physiques constatée ces dernières années qui sont dues en partie à la diminution du barème fiscal mais aussi à une certaine

paupérisation de la ville. Il faut relever que les diminutions d'impôt pour 2007 et 2008 au niveau cantonal ont été faites sur le coefficient d'impôt cantonal ce qui n'a aucun impact sur les finances communales. Ces décisions allaient dans le bon sens et permettaient de tenir compte de la situation financière très différente des communes et du Canton. Pour 2009, 2010 et pour 2011, le Conseil communal rappelle que le Grand Conseil a diminué les impôts sur les barèmes fiscaux, ce qui implique obligatoirement une diminution des recettes fiscales communales.

Pour 2011, les diminutions concernent l'impôt sur le revenu des personnes physiques (réduction du splitting), l'impôt sur la fortune et une diminution de 10 % de l'impôt sur le bénéficiaire et le capital des personnes morales. Globalement, l'incidence financière pour le canton est de 36 mio pour le Canton et de 4,6 mio pour la Ville de Fribourg. A ces diminutions, il faut ajouter la suppression de l'impôt spécial des immeubles qui entraîne une perte sèche de 1,1 mio dès 2012 pour la Ville de Fribourg.

Dans le cadre de la prévision d'impôt pour le budget 2012 et pour les années suivantes, le Conseil communal a tenu compte des effets de ces nouvelles déductions fiscales.

L'augmentation des revenus d'impôts est en partie corrélée à la croissance économique et au taux de chômage, mais dépend aussi de facteurs difficilement évaluables, comme les mouvements de population à l'intérieur du territoire cantonal et fédéral, l'arrivée ou le départ de nouvelles entreprises. En effet, les diminutions fiscales des années 2011 et antérieures sont maintenant intégrées dans le budget 2012.

En comparaison, un tableau a aussi été établi avec la croissance proposée dans le cadre des informations fournies par les services de l'Etat. Cette augmentation est de 3,8 % pour 2013 et de 3 % pour les années suivantes.

Revenus des biens

La moyenne sur 5 ans est faussée par le transfert en 2006 des loyers de Sémiramis APO à la Caisse de pension de la Ville de Fribourg, dans le cadre de son assainissement. Le Conseil communal a retenu une augmentation de 2 % pour la rubrique "Revenus des biens" qui regroupe les loyers et droits de superficies pour l'année 2012 et les années suivantes. Ce taux englobe en partie l'indexation qui peut être répercutée sur les loyers commerciaux et les droits de superficie.

Contributions, émoluments, taxes, ventes

Cette rubrique comptable regroupant des revenus provenant de différentes sources financières internes (déchets, Châtillon, amendes d'ordre), mais aussi de sources externes (assurances sociales), est très volatile. Dans un souci de comparabilité des budgets par rapport aux autres, les résultats plus ou moins exceptionnels des années passées ont été neutralisés. L'évolution constatée selon les 3 méthodes retenues est le résultat de fortes hausses et aussi de fortes baisses. Après la diminution des recettes liées aux taxes déchets et non-pompier, le Conseil communal estime qu'il ne devrait plus y avoir de baisse substantielle dans ces rubriques et propose de tenir compte d'un taux d'augmentation de 3 %. Le taux retenu est en corrélation avec l'évolution de 2.7 % constatée sur les 10 dernières années.

Remboursements de collectivités publiques

Le Conseil communal a retenu une augmentation moyenne de 0.5% pour cette rubrique pour les 5 prochaines années. En effet, la corrélation est très forte entre cette rubrique et la rubrique de dépenses "Subventions accordées" qui comptabilise les aides sociales distribuées. Comme le Canton participe à hauteur de 40% aux frais d'entretien, il est probable que ces deux rubriques évoluent de manière linéaire, à la hausse comme à la baisse. Les frais de fonctionnement de l'aide sociale de la Ville de Fribourg sont toujours totalement à sa charge.

3.4 Synthèse des autres modifications législatives et financières importantes

Caisse de prévoyance du personnel de la Ville de Fribourg

Bien que le groupe de travail "financement de la caisse de prévoyance" n'ait pas encore rendu son rapport, le Conseil communal a intégré une charge supplémentaire en 2014 et les années suivantes de 1,3 mio dans la rubrique 30 "charges du personnel". Cette dépense supplémentaire est inéluctable pour permettre à la caisse de répondre aux nouvelles exigences fédérales demandant, entre autre, un taux de couverture total de 80 % à atteindre dans 40 ans.

La forme de recapitalisation pour atteindre cet objectif n'est pas définie, mais cette recapitalisation augmentera les charges de la commune de manière durable et le montant n'est actuellement qu'une estimation.

4.1 Synthèse avec un taux de croissance des recettes fiscales de 3,8 % pour 2013 et de 3 % pour les années suivantes, ainsi que l' assainissement de la Caisse de pension

(sans les taxes supplémentaires de la STEP, les taxes de raccordement aux égouts)

en milliers de Fr.

| Années | Comptes 2010 | Budget 2011 | Budget 2012 | % augment. | projection 2013 | projection 2014 | projection 2015 | projection 2016 | |
|--------|---|----------------|----------------|----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| 30 | Charges de personnel | -54'728 | -55'089 | -55'332 | 1.50% | -56'162 | -58'304 | -59'179 | -60'067 |
| 31 | Biens services & marchandises | -25'776 | -27'808 | -28'095 | 1.40% | -28'488 | -28'887 | -29'292 | -29'702 |
| 32 | Intérêts passifs | -4'912 | -4'471 | -4'271 | <i>selon besoin trésorerie</i> | -4'721 | -4'938 | -5'117 | -5'396 |
| 33 | Amortissements sans Châtillon et Step | -7'914 | -7'033 | -7'301 | <i>réel</i> | -7'220 | -7'580 | -7'820 | -7'951 |
| 33 | Amortissements Châtillon | -1'055 | -1'194 | -1'363 | | -1'512 | -1'499 | -1'562 | -1'580 |
| 35 | Rembts et particip collectivités publiques | -62'310 | -58'216 | -61'563 | 4% /3,75% | -64'026 | -66'426 | -68'917 | -71'502 |
| 36 | Subventions accordées | -27'330 | -33'370 | -32'392 | 0.50% | -32'554 | -32'717 | -32'880 | -33'045 |
| 38 | Attributions aux réserves | -2'455 | -2'124 | -2'162 | 0.00% | -2'162 | -2'162 | -2'162 | -2'162 |
| 40 | Revenus | 126'373 | 123'360 | 128'633 | 3,8% / 3% | 133'521 | 137'527 | 141'652 | 145'902 |
| 41 | Patentes, Concessions | 332 | 326 | 332 | 0.50% | 334 | 335 | 337 | 339 |
| 42 | Revenus des biens | 8'112 | 7'650 | 7'995 | 1.00% | 8'075 | 8'156 | 8'237 | 8'320 |
| 43 | contributions, Emoluments, Taxes, ventes | 32'992 | 33'415 | 33'561 | 2.00% | 34'232 | 34'917 | 35'615 | 36'328 |
| 44 | Parts à des recettes sans affectation | 2'131 | 2'180 | 2'280 | 0.00% | 2'280 | 2'280 | 2'280 | 2'280 |
| 45 | Remboursements de collectivités publiques | 14'625 | 14'707 | 12'954 | 0.50% | 13'019 | 13'084 | 13'149 | 13'215 |
| 46 | Subventions acquises | 1'139 | 3'110 | 2'981 | 1.00% | 3'011 | 3'041 | 3'071 | 3'102 |
| 48 | Prélèvement à la réserve | 1'861 | 2'382 | 2'655 | 0.00% | 2'655 | 2'655 | 2'655 | 2'655 |
| | excédent de charges (-) ou de produits (+) | 1'085 | -2'175 | -1'088 | | 281 | -519 | 68 | 736 |

4.2 Synthèse avec un taux de croissance des recettes fiscales de 2.75%, ainsi que l'assainissement de la Caisse de pension

(sans les taxes supplémentaires de la STEP, les taxes de raccordement aux égouts)

en milliers de Fr.

| Années | Comptes 2010 | Budget 2011 | Budget 2012 | % augment. | projection 2013 | projection 2014 | projection 2015 | projection 2016 | |
|--------|---|----------------|----------------|----------------|--------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| 30 | Charges de personnel | -54'728 | -55'089 | -55'332 | 1.50% | -56'162 | -58'304 | -59'179 | -60'067 |
| 31 | Biens services & marchandises | -25'776 | -27'808 | -28'095 | 1.40% | -28'488 | -28'887 | -29'292 | -29'702 |
| 32 | Intérêts passifs | -4'912 | -4'471 | -4'271 | <i>selon besoin trésorerie</i> | -4'721 | -4'965 | -5'179 | -5'502 |
| 33 | Amortissements sans Châtillon et Step | -7'914 | -7'033 | -7'301 | <i>réel</i> | -7'220 | -7'580 | -7'820 | -7'951 |
| 33 | Amortissements Châtillon | -1'055 | -1'194 | -1'363 | | -1'512 | -1'499 | -1'562 | -1'580 |
| 35 | Rembts et particip. collectivités publiques | -62'310 | -58'216 | -61'563 | 4% /3,75% | -64'026 | -66'426 | -68'917 | -71'502 |
| 36 | Subventions accordées | -27'330 | -33'370 | -32'392 | 0.50% | -32'554 | -32'717 | -32'880 | -33'045 |
| 38 | Attributions aux réserves | -2'455 | -2'124 | -2'162 | 0.00% | -2'162 | -2'162 | -2'162 | -2'162 |
| 40 | Revenus | 126'373 | 123'360 | 128'633 | 2.75% | 132'170 | 135'805 | 139'540 | 143'377 |
| 41 | Patentes, Concessions | 332 | 326 | 332 | 0.50% | 334 | 335 | 337 | 339 |
| 42 | Revenus des biens | 8'112 | 7'650 | 7'995 | 1.00% | 8'075 | 8'156 | 8'237 | 8'320 |
| 43 | contributions, Emoluments, Taxes, ventes | 32'992 | 33'415 | 33'561 | 2.00% | 34'232 | 34'917 | 35'615 | 36'328 |
| 44 | Parts à des recettes sans affectation | 2'131 | 2'180 | 2'280 | 0.00% | 2'280 | 2'280 | 2'280 | 2'280 |
| 45 | Remboursements de collectivités publiques | 14'625 | 14'707 | 12'954 | 0.50% | 13'019 | 13'084 | 13'149 | 13'215 |
| 46 | Subventions acquises | 1'139 | 3'110 | 2'981 | 1.00% | 3'011 | 3'041 | 3'071 | 3'102 |
| 48 | Prélèvement à la réserve | 1'861 | 2'382 | 2'655 | 0.00% | 2'655 | 2'655 | 2'655 | 2'655 |
| | excédent de charges (-) ou de produits (+) | 1'085 | -2'175 | -1'088 | | -1'070 | -2'268 | -2'107 | -1'895 |

4.3 Synthèse avec un taux de croissance fiscale de 2 %, ainsi que l'assainissement de la Caisse de pension

(sans les taxes supplémentaires de la STEP, les taxes de raccordement aux égouts)

en milliers de Fr.

| Années | Comptes 2010 | Budget 2011 | Budget 2012 | % augment. | projection 2013 | projection 2014 | projection 2015 | projection 2016 | |
|--------|---|----------------|----------------|----------------|--------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| 30 | Charges de personnel | -54'728 | -55'089 | -55'332 | 1.50% | -56'162 | -58'304 | -59'179 | -60'067 |
| 31 | Biens services & marchandises | -25'776 | -27'808 | -28'095 | 1.40% | -28'488 | -28'887 | -29'292 | -29'702 |
| 32 | Intérêts passifs | -4'912 | -4'471 | -4'271 | <i>selon besoin trésorerie</i> | -4'721 | -4'984 | -5'238 | -5'623 |
| 33 | Amortissements sans Châtillon et Step | -7'914 | -7'033 | -7'301 | <i>réel</i> | -7'220 | -7'580 | -7'820 | -7'951 |
| 33 | Amortissements Châtillon | -1'055 | -1'194 | -1'363 | | -1'512 | -1'499 | -1'562 | -1'580 |
| 35 | Rembts et particip. collectivités publiques | -62'310 | -58'216 | -61'563 | 4% /3,75% | -64'026 | -66'426 | -68'917 | -71'502 |
| 36 | Subventions accordées | -27'330 | -33'370 | -32'392 | 0.50% | -32'554 | -32'717 | -32'880 | -33'045 |
| 38 | Attributions aux réserves | -2'455 | -2'124 | -2'162 | 0.00% | -2'162 | -2'162 | -2'162 | -2'162 |
| 40 | Revenus | 126'373 | 123'360 | 128'633 | 2.00% | 131'206 | 133'830 | 136'506 | 139'236 |
| 41 | Patentes, Concessions | 332 | 326 | 332 | 0.50% | 334 | 335 | 337 | 339 |
| 42 | Revenus des biens | 8'112 | 7'650 | 7'995 | 1.00% | 8'075 | 8'156 | 8'237 | 8'320 |
| 43 | contributions, Emoluments, Taxes, ventes | 32'992 | 33'415 | 33'561 | 2.00% | 34'232 | 34'917 | 35'615 | 36'328 |
| 44 | Parts à des recettes sans affectation | 2'131 | 2'180 | 2'280 | 0.00% | 2'280 | 2'280 | 2'280 | 2'280 |
| 45 | Remboursements de collectivités publiques | 14'625 | 14'707 | 12'954 | 0.50% | 13'019 | 13'084 | 13'149 | 13'215 |
| 46 | Subventions acquises | 1'139 | 3'110 | 2'981 | 1.00% | 3'011 | 3'041 | 3'071 | 3'102 |
| 48 | Prélèvement à la réserve | 1'861 | 2'382 | 2'655 | 0.00% | 2'655 | 2'655 | 2'655 | 2'655 |
| | excédent de charges (-) ou de produits (+) | 1'085 | -2'175 | -1'088 | | -2'035 | -4'263 | -5'199 | -6'156 |

5 Conclusion

L'entrée en vigueur au début 2011 de la nouvelle péréquation financière intercommunale a permis de soulager de manière importante les charges liées à la solidarité intercommunale et de tenir compte des charges spécifiques aux communes centres. Cette nouvelle donne a permis de diminuer de manière importante les déficits budgétaires pour 2011 et 2012 par rapport aux années précédentes.

Les trois projections ci-dessus démontrent l'importance du taux de croissance des recettes fiscales pour faire face aux charges futures. Selon le degré d'optimisme de ces recettes fiscales, de 3 % en passant par 2,75 % pour finir à 2 %, le résultat des budgets futurs passera du positif au plus ou moins négatif. Personne actuellement ne peut dire laquelle de ces projections est la plus réaliste, mais elles doivent guider les instances politiques à rester très vigilantes dans l'évolution des budgets futurs.

Par contre, elles intègrent les charges liées aux futurs investissements très lourds que la commune devra consentir ces prochaines années, selon le plan d'investissements ci-annexé. Comme le montre le plan financier, il sera très difficile de tenir l'objectif de 7,2 mio d'amortissements (sans la Step et Châtillon). En 2014 déjà, le plan montre que l'amortissement sera de 7,6 mio, pour atteindre 7,9 mio dès 2016. En 2017, année où l'amortissement de la DOSF sera intégré, il faudra ajouter 1 million supplémentaire à 8,9 mio. En corollaire, les besoins de trésorerie pour financer tous ces investissements devraient augmenter la dette de l'ordre de 10 mio par année dès 2012 et par conséquent les intérêts passifs.

De plus, la problématique financière de l'assainissement liée à la Pila n'est intégrée actuellement dans aucune projection, car rien n'est, à ce jour, défini quant à la participation de la Ville de Fribourg. Seuls, des frais d'études ont été pris en compte.

Le Conseil communal est conscient qu'il s'agit de projections et de prévisions et continuera de manière soutenue à améliorer et à consolider les finances communales. Les pistes suivantes seront privilégiées :

- Contenir les charges internes (personnel, biens services et marchandises) dans les marges des taux retenus;
- Continuer à rechercher des synergies possibles avec d'autres communes;
- Maintenir l'attractivité économique de la Ville;
- Agir de telle sorte que les prochaines diminutions de la fiscalité cantonale n'entraînent pas une augmentation du taux d'impôt communal.

L'évolution des finances d'une collectivité publique est surtout dépendante d'éléments extérieurs sur lesquels l'Exécutif n'a pas d'emprise directe.

Il est aussi important de rappeler le côté très aléatoire d'un plan financier qui représente une photo des données disponibles à un certain moment. Beaucoup de ces données évoluent d'une année à une autre et c'est ce qui entraîne une réactualisation annuelle de ce plan financier. Celui-ci ne lie pas le Conseil communal et le plan d'investissement reste un plan d'intention qui doit évoluer.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, l'expression de nos sentiments distingués.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

Le Syndic :

La Secrétaire de Ville :

Pierre-Alain Clément

Catherine Agustoni

| Investissements | | | | | | | | Amortissements | | | | | |
|---|-----------|-------------|---------|---------|---------|-----------|-----------|--|--------|--------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | | amortissements calculés sur investissement net | | | | | |
| Libellé | Plan 2011 | Budget 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | taux amort | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Administration | | | | | | | | | | | | | |
| Remplacement mise sous pli et flacheuse de plaque offset | 138'000 | 122'000 | | | | | | 15% | | | | | |
| Remplacement du système de timbrage et des badges | | | 150'000 | | | | | 15% | 22'500 | | | | |
| Ecoles | | | | | | | | | | | | | |
| Renouvellement du mobilier scolaire + informatique | 185'000 | 185'000 | | 100'000 | | 100'000 | | 15% | | 15'000 | | 15'000 | |
| Police et Mobilité | | | | | | | | | | | | | |
| PPS - extension réseau d'hydrants | | | 100'000 | | 100'000 | | 100'000 | 4% | 4'000 | | 4'000 | | 4'000 |
| Achat de parcomètres pour extensions des zones "vignettes-habitants" | 100'000 | 100'000 | | 100'000 | | 100'000 | | 15% | | 15'000 | | 15'000 | |
| Véhicules / remplacements | | | | | | 60'000 | | 15% | | | | 9'000 | |
| Moderation de trafic, sécurité sur le chemin de l'école - piétons, deux roues, transports publics | 100'000 | 100'000 | 100'000 | | 100'000 | 100'000 | 100'000 | 15% | 15'000 | | 15'000 | 15'000 | 15'000 |
| Renouvellement d'installations lumineuses | | | | 100'000 | | | 100'000 | 15% | | 15'000 | | | 15'000 |
| Radars pour installations lumineuses | | | | | | | 80'000 | 15% | | | | | 12'000 |
| Système de prêt de vélos | | | 100'000 | | 100'000 | | 100'000 | 15% | 15'000 | | 15'000 | | 15'000 |
| Remplacement fourgon CR 1985 | | | | 100'000 | | | | 15% | | 15'000 | | | |
| Remplacement fourgon CR 1987 | | | | | 100'000 | | | 15% | | | 15'000 | | |
| Achats nouvelles tenues "feu" | | | 155'000 | | | | | 15% | 23'250 | | | | |
| Camion tonne pompe 1 (1983) | | | | | 600'000 | | | 5% | | | 30'000 | | |
| Camion échelle 1 (1992) | | | | | | | 1'300'000 | 5% | | | | | 16'250 |
| Sports | | | | | | | | | | | | | |
| Piscine du Levant | | | | 250'000 | | | | 3% | | 7'500 | | | |
| StadeSt-Léonard : assainissement infrastructure (part de la Ville) | | | | | | 1'500'000 | | 3% | | | | 45'000 | |
| Patinoire communale : transformations | | | | | | | | 3% | | | | | |
| Schoenberg nouveau terrain de foot + édicule | | | | | | 3'500'000 | | 3% | | | | 105'000 | |
| Assainissement réseau d'eau selon exigences des SI | | | 60'000 | | | | | 7% | 4'200 | | | | |
| Changement mât d'éclairage : terrains de sport | | | 100'000 | | 100'000 | | 100'000 | 10% | 10'000 | | 10'000 | | 10'000 |
| Aménagement extérieurs place de sport chemin des Roches | | | | 85'000 | | | | 15% | | 12'750 | | | |
| Patinoire 1 : sorties de secours Nord | 200'000 | 200'000 | | | | | | 10% | | | | | |
| Guintzet terrain synthétique | | | | | | | 1'500'000 | 3% | | | | | 45'000 |
| Lisseuse à glace | | | | | | | | 15% | | | | | |
| Cadastre | | | | | | | | | | | | | |
| Développement et intégration de la 3D dans la Mensuration Officielle et les domaines de SITECOF | | | | 100'000 | | | | 15% | | 15'000 | | | |
| Diffusion des données de SITECOF via les PC mobiles et les téléphones portables. | | | | | | | | 15% | | | | | |
| Remplacement des appareils de mensuration (Distomate et du GPS) | | | | | | | 80'000 | 15% | | | | | 12'000 |
| Informatique | | | | | | | | | | | | | |

| Investissements | | | | | | | | Amortissements | | | | | |
|--|------------|-------------|------------|-----------|------------|------------|------------|--|---|---------|--------|--------|-----------|
| | | | | | | | | amortissements calculés sur investissement net | | | | | |
| Libellé | Plan 2011 | Budget 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | taux amort | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Evolution vers E-gouvernement et E-voting avec modification des applications communales vers les outils Internet | | | | | 50'000 | | | 15% | | | 7'500 | | |
| Extension de la fibre optique | | | | 50'000 | | | | 15% | 7'500 | | | | |
| Remplacement des serveurs et des licences VmWare | | | 250'000 | | | | | 15% | 37'500 | | | | |
| Remplacement des dispositifs de sauvegarde et logiciel de déduplication des données | | | | 85'000 | | | | 15% | 12'750 | | | | |
| Remplacement des appareils téléphoniques et modification des infrastructures dans les écoles | | | 100'000 | | | | | 15% | 15'000 | | | | |
| Mise en place de la GED | | | | 50'000 | 100'000 | 200'000 | | 15% | 7'500 | 15'000 | 30'000 | | |
| Modification de citizen vers un fonctionnement multicomunes | | | | | | | | 15% | | | | | |
| Génie civil | | | | | | | | | | | | | |
| Avenue de la Gare, avenue Tivoli, rue Pierre Kaelin/ aménagement définitif | | | | | 630'000 | | | 4% | | | 25'200 | | |
| Véhicules / remplacements | 365'000 | 365'000 | 645'000 | 550'000 | 580'000 | 460'000 | 370'000 | 15% | 96'750 | 82'500 | 87'000 | 69'000 | 55'500 |
| Achat d'un camion poubelle pour partenariat avec Villars-sur-Glâne | 325'000 | 325'000 | | | | | | 15% | | | | | |
| Saleuses / remplacement | 150'000 | 150'000 | | 140'000 | | 135'000 | | 15% | | 21'000 | | 20'250 | |
| Collecteurs d'évacuation des eaux usées / assainissement | 1'500'000 | 1'500'000 | 2'500'000 | 1'000'000 | 3'000'000 | 2'000'000 | 2'000'000 | | Investissements amortis avec la taxe de raccordement | | | | |
| Mesures d'assainissement pour la protection contre le bruit | | | | | 1'500'000 | 1'500'000 | 1'500'000 | 4% | | | 60'000 | 60'000 | 60'000 |
| Mesures d'assainissement pour la protection contre le bruit en lien avec la mise en sens unique de l'avenue de la Gare | 500'000 | 500'000 | 800'000 | 1'000'000 | | | | 4% | 32'000 | 40'000 | | | |
| Route de Marly/voie de bus | 600'000 | | | | | 600'000 | | 4% | | | | 24'000 | |
| Mesures d'accompagnement Poya et liaison cyclable rue de l'Hôpital - Saint-Léonard | 200'000 | 200'000 | 1'400'000 | 2'500'000 | 800'000 | | | 4% | 56'000 | 100'000 | 32'000 | | |
| Pdpt mesures complémentaires | | | | | | | | 4% | | | | | |
| Décharge de Châtillon étape 4 | 2'800'000 | 2'800'000 | 3'500'000 | | | 3'000'000 | | 20% | Investissement non compris dans la limite de 7,2 mio | | | | |
| Station d'épuration/ renouvellement d'installations | 1'500'000 | 1'500'000 | 1'500'000 | | | 1'500'000 | 1'500'000 | | investissement amortis avec la taxe supplémentaire | | | | |
| Station d'épuration traitements des micro-polluants | | | | 1'000'000 | 1'000'000 | 2'000'000 | 2'000'000 | | investissement amortis avec la taxe supplémentaire | | | | |
| Route du Jura / voie de bus | | | | | | 100'000 | | 4% | | | | 4'000 | |
| Eclairage public renouvellement (subventions Groupe e déduites) | 500'000 | 500'000 | 500'000 | 500'000 | 500'000 | 500'000 | 500'000 | 7% | 35'000 | 35'000 | 35'000 | 35'000 | |
| Saint-Léonard : aménagement extérieurs | | | | | | | 500'000 | 4% | | | | | 20'000 |
| Urbanisme et Architecture | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de spectacle montant brut | 14'000'000 | 14'000'000 | 14'000'000 | | | | | | Investissement amorti dès 2012 | | | | |
| Arcades "une terrasse panoramique au Bourg" | | | 300'000 | | | | | | Investissement amorti avec le fonds de rénovation du patrimoine financier | | | | |
| Caserne des pompiers | | | | | | 100'000 | | 15% | | | | 15'000 | |
| CO Belluard transformation, réalisation de nouvelles classes | | | | | | | | 3% | | | | | |
| CO Belluard rénovation des classes | 250'000 | 250'000 | | | | | | 3% | | | | | |
| CO Jolimont rénovation ancien DOSF | | | | | | | | 3% | | | | | |
| CO Jolimont : remplacement vestiaires | 100'000 | 100'000 | | | | | | 3% | | | | | |
| CO Jolimont : réfection des façades | | | 75'000 | | | | | 3% | 2'250 | | | | |
| CO Jolimont, Piscine réfection vestiaires douches | | | | | 400'000 | | | 3% | | | 12'000 | | |
| DOSF, construction d'un nouveau CO (montant net) | 4'763'000 | | 2'100'000 | 7'100'000 | 11'000'000 | 11'000'000 | 11'000'000 | 3% | | | | | 1'350'000 |
| Ecole du Botzet agrandissement de 8 salles (montant net) | 383'500 | | 3'000'000 | 2'200'000 | | | | 3% | investissement amorti avec la réserve 2ème année école enfantine | | | | |
| Ecole de la Vignettaz, bâtiment ABC, rénovation intérieure | 185'000 | 185'000 | | | 100'000 | | | 3% | | | 3'000 | | |
| Ecole de la Vignettaz : rénovation appartement concierge | 60'000 | 60'000 | | | | | | 3% | | | | | |

| Investissements | | | | | | | | Amortissements | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | | | | amortissements calculés sur investissement net | | | | | |
| Libellé | Plan 2011 | Budget 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | taux amort | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Ecole de la Vignettaz : rachat et transformation bâtiment privé | | | 800'000 | 2'000'000 | 2'200'000 | | | 3% | | | 150'000 | | |
| Ecole de la Heitera, agrandissement 11 nouvelles salles (2 mio fonds) (montant net) | 476'500 | | 4'000'000 | 2'700'000 | | | | 3% | | 148'800 | | | |
| Ecole du Schoenberg, rénovation énergétique et sécuritaire des façades halles de gym | | | 550'000 | | | | | 3% | 16'500 | | | | |
| Ecole de la Neuveville, réfection du revêt. De la cour et construction préau | 80'000 | 80'000 | | | | | | 3% | | | | | |
| Transformation école du Bourg, de l'Auge, de la Neuveville et du Jura (enfantine) 3 nouvelles classes EE | | | 400'000 | | | | | 3% | 12'000 | | | | |
| Révision du PAL concept aggro | 100'000 | 100'000 | 150'000 | 100'000 | 100'000 | | | 15% | 22'500 | 15'000 | 15'000 | | |
| Aménagement Place de la Gare et esplanade | 1'500'000 | | 150'000 | 1'400'000 | | | | 3% | 4'500 | 42'000 | | | |
| Grand-Places : études et aménagement de l'esplanade et promenade | 300'000 | 300'000 | 300'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | | | 15/4% | 45'000 | 40'000 | 40'000 | | |
| Parcs et Promenades - Cimetière Véhicules / Remplacement | 35'000 | 35'000 | 150'000 | 130'000 | 210'000 | 150'000 | 150'000 | 15% | 22'500 | 19'500 | 31'500 | 22'500 | 22'500 |
| Au fil de la Sarine (nature en ville) | 100'000 | | 50'000 | | 50'000 | | | 15% | 7'500 | | 7'500 | | |
| Espaces publics/routiers études et aménagements | | | 50'000 | | 50'000 | | | 15% | 7'500 | | 7'500 | | |
| Crèche Mandarine : déplacement au centre de quartier Schoenberg | | | | | | | | 3% | | | | | |
| Accueil extrascolaire du Jura | | | 200'000 | 200'000 | | | | 3% | 6'000 | 6'000 | | | |
| Werkhof | | 1'500'000 | | | | | | | investissement amortis dès 2012 | | | | |
| Kiosque pl. G. Python : réfection des façades en pierre naturelle | | | 70'000 | | | | | 10% | 7'000 | | | | |
| Espace Jean Tinguely : climatisation, | | | 75'000 | | | | | 15% | 11'250 | | | | |
| Voirie : création de vestiaires et douches pour les employés | | | 70'000 | | | | | 3% | 2'100 | | | | |
| Assainissement réseau d'eau potable pour serres, allées du cimetière | | | 80'000 | | | | | 3% | 2'400 | | | | |
| Achats du terrain de Cardinal | | | 12'500'000 | | | | | | Investissement patrimoine financier pas d'amortissement | | | | |
| Abris bus : constructions | 80'000 | 80'000 | | | 50'000 | | | 5% | | | 2'500 | | |
| Sécurité nouvelles normes incendies, électricité | 100'000 | 100'000 | 100'000 | | 100'000 | | | 15% | 15'000 | | 15'000 | | |
| Places de jeux Maggenberg | 300'000 | | 330'000 | | | | | 10% | 33'000 | | | | |
| Monséjour : "un espace de rencontre" | | | 200'000 | 200'000 | | | | 7% | 14'000 | 14'000 | | | |
| Etude développement territorial (Torry, couverture A12, Bertigny) | 250'000 | 250'000 | | | | | | 15% | | | | | |
| Revitalisation Ville historique, Bourg, Auge, Neuveville : études | 150'000 | 150'000 | 100'000 | 100'000 | 100'000 | | | 15% | 15'000 | 15'000 | 15'000 | | |
| Revitalisation Ville historique, Bourg, Auge, Neuveville : réalisations | | | | | | 1'000'000 | 500'000 | 4% | | | | 40'000 | 20'000 |
| Assainissements énergétiques : système de chauffage | 100'000 | 100'000 | | 100'000 | | 100'000 | | 10% | | 10'000 | | 10'000 | |
| TOTAUX | 32'476'000 | 25'837'000 | 51'760'000 | 24'940'000 | 24'620'000 | 29'705'000 | 22'980'000 | | 612'200 | 711'800 | 649'700 | 533'750 | 1'672'250 |
| Plan d'amortissement 2012-2016 des investissements déjà votés sans Step, Châtillon | | | | | | | | | 6'608'172 | 6'255'772 | 5'845'952 | 5'443'772 | 4'782'702 |
| Total des amortissements | | | | | | | | | 7'220'372 | 7'579'772 | 7'819'652 | 7'951'222 | 8'962'402 |
| Limite | | | | | | | | | 7'200'000 | 7'200'000 | 7'200'000 | 7'200'000 | 7'200'000 |
| Total des amortissements supérieur (positif) ou inférieur (négatif) à la limite | | | | | | | | | 20'372 | 379'772 | 619'652 | 751'222 | 1'762'402 |

salle "Equilibre" amorti dès 2012